

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Michel Galin, militant du Parti Socialiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)

Directeur de publication:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 54 mars 1995
3è année de parution

LE SANDINISME A VAU-L'EAU

par Michelle Dospital

Un an après un précédent voyage à Managua, on n'est pas trop dépaycé. Pas trop de changements quant aux apparences, c'est-à-dire qu'il y a de



nouveaux restaurants, des stations-services gigantesques, de nouveaux centres commerciaux avec tous les produits d'importation de luxe et puis toujours la même pauvreté dans les rues. La crise économique bat son plein avec peu d'espoir dans l'immédiat pour la population, surtout avec des partis politiques qui ne semblent pas pressés de faire leurs propositions économiques. .../...

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

POUR UN PROJET POLITIQUE VRAIMENT DE GAUCHE

par Sylvie Mayer

La droite de plus en plus arrogante multiplie les mauvais coups. Ainsi, alors que la vie devient encore plus dure pour un grand nombre de familles, le conseil général de l'Essonne à majorité de droite a décidé la suppression d'une série d'avantages sociaux, aide aux vacances, aux transports. Certains d'entre eux dataient du temps où Robert Lakota conseiller général communiste présidait l'Assemblée départementale. Au plan national, pendant quelques scandales politico-financiers, éclaboussent les hautes sphères gouvernementales, Monsieur Balladur a de plus en plus de mal à cacher la nature de sa politique, d'autant que l'exclusion s'aggrave, que le chômage continue sa progression. Salariés, jeunes des IUT et des facs, chercheurs, enseignants de tous niveaux, résistent aux mauvais coups, faisant quelquefois plier le gouvernement et le patronat. Celui-ci semble conscient des dangers d'explosion sociale que provoque son attitude et ses orientations en matière de politique salariale, mais ne semble pas prêt à changer de cap, alors que la reprise gonfle les profits.

Des projets très graves sont en attente des élections : protection sociale

démantelée, nouveaux plans massifs de réduction d'emplois, accélération du processus de Maastricht vers la monnaie unique.

Face à toutes ces menaces, la France a des atouts. Elle produit encore une masse de richesses, elle possède des ressources nombreuses, des salariés très qualifiés, même si elle se retrouve dans le peloton des pays européens à bas salaires. Un rapport du Commissariat au Plan, tenu secret par Balladur vient de montrer qu'une véritable reprise durable nécessite de se tourner résolument vers une politique différente, investissant tout à la fois dans les salaires, les emplois, les qualifications.

La mondialisation est le prétexte pour ne pas aller dans cette voie : la France serait ligotée. Outre que d'autres pays européens pratiquent une politique industrielle et salariale différente, la France a de la marge : elle participe en grande puissance à tous les lieux de décisions internationaux, elle peut se tourner vers des partenaires privilégiés pour des coopérations d'intérêts mutuels, elle peut au niveau .../...



"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

POUR UN PROJET POLITIQUE VRAIMENT DE GAUCHE

suite

européen faire des propositions d'actions communes contre la fièvre spéculative, par exemple une taxation des capitaux improductifs au niveau européen, une taxe anti-délocalisation dans le tiers-monde dont le produit irait aux salariés des pays concernés.

Une grande politique de développement de services publics en matière de lutte pour l'environnement, de distribution de l'eau, d'aménagement du territoire, de mise en oeuvre des réseaux de télécommunications pour les futures autoroutes de l'information... profiterait aux français, aux jeunes en particulier, serait facteur de relance et permettrait d'apporter une aide solidaire à l'Afrique qui se meurt. Chacun peut le constater, il n'y a qu'un candidat qui se prononce pour un tel projet politique : c'est Robert Hue, candidat du Parti Communiste Français. Les candidats de droite proposent, sous de vagues termes généraux, "croire en la France" etc, encore plus d'austérité, même si Jacques Chirac fait assaut de démagogie. Lionel Jospin, quant à lui, refuse de rompre avec la politique passée. Partisan de Maastricht, et donc des critères de convergences qui exigent encore plus de sacrifices de la part des français, il ne répond pas non plus positivement à l'idée de rompre radicalement avec le soutien aux puissances de l'argent.

Notre aspiration à une gauche pluraliste et unie ne peut nous faire taire nos différences et nous empêcher d'exiger que les candidats qui se disent de gauche exposent clairement ce qu'ils entendent faire pour que la gauche fasse vraiment une politique de gauche si elle gouverne.

Et la meilleure garantie n'est-elle pas le score de Robert Hue au premier tour? Des démocrates, des électeurs et adhérents du Parti Socialiste l'ont d'ores et déjà compris : ils annoncent leur vote pour Robert Hue au premier tour. Histoire d'exprimer leur volonté de voir se faire de véritables changements, pour une réelle transformation progressiste de la société. □

RADICAL - RADICAL - RADICAL

Réaction...

à la présentation du projet de Lionel Jospin

Bernard Castagnède (porte-parole de Jean-François Hory et député européen):

« Le programme de Monsieur Jospin n'est pas celui du socialisme, dont il ne parle pas. C'est celui d'un parti socialiste qui, ayant rompu avec une doctrine qu'il n'ose même plus avouer, n'est rien d'autre qu'une machine à pouvoir... »

Empruntant à d'autres, afin de se donner une nouvelle vertu de gauche, les valeurs de la République, de l'humanisme et de la laïcité, Monsieur Jospin se montre incapable de les faire vivre. Aucun grand dessein républicain, aucun élan mobilisateur contre le chômage, en particulier celui des jeunes, aucune avancée vers un traitement véritablement humaniste de problèmes sociaux tels que la drogue ou l'immigration, ne viennent traduire les principes auxquels, désormais, se réfère Monsieur Jospin.

Son programme n'est autre que la version "habillée à gauche" d'une approche purement gestionnaire des problèmes économiques et sociaux, celui-là même qui a démontré son incapacité à régler les problèmes de notre temps.

Légalement plus progressiste que celui de Monsieur Balladur, mais pas clairement plus que celui de Monsieur Chirac, le programme du candidat Jospin n'est certainement pas le programme républicain et humaniste, résolument à gauche et résolument moderne, dont la France a besoin. »

LE SANDINISME A VAU L'EAU

suite

Le FSLN en crise

Ce qui peut frapper, c'est la crise politique et la détérioration de la situation au sein du FSLN. La division est maintenant consommée avec la formation en tant que parti politique indépendant du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS), avec à sa tête en particulier, Sergio Ramirez et Dora Maria Telliez (présidente du groupe sandiniste à l'Assemblée nationale). Beaucoup de militants, de dirigeants et de personnes de grande qualité se sont retiré du front : Ernesto Cardenal, Gioconda Belli, Fernando Cardenal, Sergio Ramirez et on attend le départ de Henry Ruyz, Luis Carrion et Victor Tirado.

La déception est grande parmi les militants de base. Lors des élections des nouveaux représentants locaux du FSLN, dans la plupart des bureaux de vote il n'y avait qu'un seul candidat. Des militants proposant de faire une assemblée pour pouvoir en désigner d'autres se sont vus refuser cette proposition et ne sont donc pas allés voter. Une partie de la base a boycotté ces élections. De même le refus de payer les cotisations (4 % du salaire) à des délégués de zone qui ont bénéficié de *piñata* et qui n'ont jamais rendu compte de l'argent récupéré par les cotisations, est fréquent.

« Barricada » dans la ligne de mire

La crise touche aussi les organes d'information du Front. Ainsi les principaux journalistes de *Barricada* ont été expulsés et son directeur remplacé par Tomas Borge. Un des expulsés explique qu'ils vont peut-être créer un journal, mais que c'est très difficile car il y a déjà quatre quotidiens, et il leur faut trouver des financements.

Dans *Barricada*, le débat est devenu une denrée rare, cédant la place aux accusations personnelles, à tous les scandales et faits de société qui recouvrent la une. La question politique et les débats sont absents. Unité à tout prix.

Cette crise n'est pas nouvelle et avait commencé quelques mois après la défaite électorale de 1990. Elle s'est traduite par des affrontements restés dans des limites acceptables pendant un temps puis s'est envenimé avec, en particulier, la discussion à l'Assemblée nationale des réformes constitutionnelles.

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Je verse la somme de: 100 fr autre

Code postal

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

LE SANDINISME A VAU- L'EAU

suite

Orthodoxes contre rénovateurs

Le groupe sandiniste à l'Assemblée nationale est dominé par les rénovateurs; l'Assemblée sandiniste et la direction nationale du FSLN par les orthodoxes. Il y a eu beaucoup d'affrontements entre les deux groupes. Daniel Ortega s'est rendu à l'Assemblée nationale après le départ de Sergio Ramirez (fin août 1994) pour la désignation du président du groupe parlementaire afin que Dora Maria Telliez ne soit pas élue. Daniel Ortega a été mis en minorité et n'a plus remis les pieds à l'Assemblée depuis cet échec. Le problème est l'opposition de Daniel Ortega et Antonio Lacayo aux réformes constitutionnelles, sur la non récligibilité d'un ancien président ou d'un membre de sa famille. L'argument des rénovateurs et d'autres est d'éviter les dynasties familiales. Ces réformes enlèvent aussi beaucoup de pouvoir à l'exécutif et renforcent le pouvoir législatif. Point sur lequel ni Ortega, ni Lacayo, ni Aleman ne sont d'accord. La popularité de ce dernier n'arrête pas de monter. Même au niveau des militants sandinistes, tout se passe comme s'ils avaient déjà perdu. En décembre et janvier se préparaient les élections du nouveau président de l'Assemblée nationale, Luis Humberto Guzman (Union démocrate chrétienne) réélu contre Myriam Argüello (Alliance populaire conservatrice). Les orthodoxes du FSLN, Aleman et Lacayo soutenaient cette dernière et les rénovateurs et les centristes le premier. La différence entre les deux n'est pas forcément évidente, ils déclarent qu'ils sont pour les

réformes constitutionnelles, la nuance réside peut-être dans le contenu de ces réformes.

Toujours est-il qu'elles vont vraisemblablement avoir lieu et qu'un des prochains grands débats de l'Assemblée nationale va être la loi sur la propriété qui touchera en particulier les bénéficiaires de la *piñata* entre autres Daniel Ortega, Tomas Borge, Monica Baltodano, Bayardo Arce, ainsi que des cadres et officiers de l'armée et du ministère de l'Intérieur, qui se sont approprié terres, maisons et argent. Pour la bourgeoisie sandiniste et les classes moyennes, Sergio Ramirez peut être un bon candidat. Mais, au niveau populaire il n'a pas le charisme de Daniel Ortega. Par contre les gens ont compris qui était Daniel Ortega et celui-ci a perdu toute crédibilité. Les gens sont perdus, ils ne croient plus dans le Front sandiniste et l'on peut être inquiet. Actuellement, il n'y a aucun projet politique, tout le monde est dans l'attente.

El Chacal / Sandino même combat ?

Par rapport aux gens en armes, la situation a beaucoup changé en un an. Une grande offensive de l'armée a réussi à protéger les producteurs et à éliminer Nortiel, qui était à la tête d'un groupe de 350 hommes. Beaucoup de *recontras* ont déserté. Rappelons que Nortiel faisait partie du fameux groupe 3-80 dont le dirigeant principal était El Chacal, qui avait pris en otage un groupe de députés sandinistes en août 1993. El Chacal et 500 de ses hommes ont remis les armes au mois d'avril 1994.

Son frère « Chacalin », Salvador Talavera, assistant au ministère de l'Intérieur a déclaré que les accords de démobilisation leur avaient permis

d'obtenir 3 200 hectares de terres près de Quilali pour leurs hommes. Avec des prêts bancaires, ils ont acheté ces terres, le gouvernement s'est engagé à en payer 50% et eux payant les 50% restants sur 10 ans. Ils ont organisé ces terres en coopératives agricoles, et se revendiquent de Sandino. Celui-ci, dans les dernières années de sa vie, avait organisé des coopératives agricoles dans la même région, près de Wiwili, et ils veulent mener à bien ce que Sandino n'avait pas réussi à faire.

Ce qui est important, est qu'ils sont restés implantés dans leur zone d'action, là où ils ont une base sociale paysanne très importante. Ils veulent créer de nouveaux villages, construire des logements (l'OEA, la CEE pour 6 millions de dollars, la France pour 30 logements dans une coopérative de café, financent ces projets), des centres de santé, former des médecins, créer des écoles...

Quand on lui demande la différence avec le projet sandiniste, il répond que les coopératives dans le Nord avaient été imposées par les sandinistes, qu'il s'agissait essentiellement de fermes d'Etat, et qu'il n'y avait pas d'autres alternatives. Ils sont conscients que la petite paysannerie veut des terres individuelles. Ce projet est donc provisoire, ils espèrent dans l'avenir que chacun aura sa petite propriété. Les coopératives tiennent depuis 5 mois, pour combien de temps ? Comme cela fonctionne bien, beaucoup de *recontras* du groupe Nortiel viennent à Quilali pour demander à s'intégrer, avoir un lopin de terre et entrer dans les coopératives.

Ironie de l'histoire, le rêve de Sandino pourrait-il voir le jour avec ceux qui ont combattu le Front sandiniste ? □

Vaguelettes au PS

- Plusieurs dirigeants socialistes ont jugé trop modeste le projet Jospin de réduction du temps de travail.

- Julien Dray, dirigeant de la Gauche Socialiste trouve que la relance par la consommation n'est pas suffisamment affirmée dans les propositions de Lionel Jospin.

- Paul Quilès a déploré le caractère anti mitterrandiste du projet et en a contesté le chiffrage...

RECOMPOSITION OU DECOMPOSITION ?

par Bernard Fischer

A l'heure où j'écris ces lignes, nous sommes à moins de deux mois du premier tour des élections présidentielles du 23 avril 1995. Nous assistons à la fin de la mise en place du décor électoral. Les deux principaux candidats sont, bien sûr, Chirac et Balladur, et l'enjeu central de la campagne électorale est le suivant : le candidat le mieux placé de la gauche au premier tour, Lionel Jospin, le candidat du parti socialiste, sera-t-il présent au second tour ?

L'hypothèse la plus probable, pas la seule que cela plaise ou non, c'est un second tour Chirac / Balladur à l'image du second tour Pompidou / Poher des élections présidentielles de 1969, une candidature Jospin à l'image de la candidature Defferre en 1969, le noyau rationnel de la politique intérieure française de 1995, c'est le "Pompidou, Poher, blanc bonnet, bonnet blanc" de Daclós en 1969. Le bilan fondamental des années Mitterrand est le suivant :

- Le bilan économique, ce sont les années fric, les années de l'ultra libéralisme, du tournant de Delors en 1983, de l'approfondissement sans précédent des .../...

RECOMPOSITION OU DECOMPOSITION ?

suite

inégalités sociales, de l'individualisme roi, de l'enrichissement personnel d'un petit nombre, des affaires et de la corruption, dont le symbole restera Tapie à l'image de Berlusconi en Italie.

- Le bilan politique est également très clair, Mitterrand laisse le PS là où il le trouvait en 1971. L'instrument de Mitterrand pour la conquête et l'exercice du pouvoir présidentiel de la cinquième république ne sert plus à rien.

La gauche française, comme conséquence des événements de politique intérieure française (les années Mitterrand, voir ci-dessus) et de politique internationale (la chute du mur de Berlin, la disparition de l'empire soviétique), traverse la plus grave crise de son histoire depuis 1936, plus importante par rapport à la Résistance et à la Libération, où le PC était l'une des deux plus importantes composantes de la société française, et plus importante par rapport à 1969, où le PC faisait encore 20 % des voix.

L'enjeu central de la campagne électorale des élections présidentielles de 1995, comme l'enjeu central de la campagne électorale des élections européennes de 1994, c'est la place de la campagne dans la décomposition ou la recomposition de la gauche. La campagne présidentielle sera-t-elle en nouvel approfondissement de la décomposition ou bien enfin un début de recomposition ?

A l'heure où j'écris ces lignes, nous assistons à la fin de la mise en place du paysage de campagne. Les trois principaux candidats de gauche sont Jospin, le candidat du PS, Hue, candidat du PCF, et Voynet, candidate des Verts, de la "Convergence pour une Alternative Progressiste" (CAP) et de la LCR.

L'objet de la présente lettre n'est pas l'élaboration de cette orientation et de ce programme présidentiel. Je dirai simplement la chose suivante : l'avenir social passe aujourd'hui, après les coordinations des années 1980, par un mouvement comme "agir contre le chômage", par des fédérations syndicales indépendantes comme la fédération Sud PTT (voir les résultats des dernières élections professionnelles dans les PTT), par une association comme "droit au logement". L'avenir politique passe par la conquête d'un nouvel espace politique à gauche entre Chirac, Séguin, Pasqua et Balladur, par le bilan des années Mitterrand, des 14 ans de pouvoir présidentiel de Mitterrand au-delà d'un livre testament relatif à ses années de jeunesse. L'avenir international passe par un changement radical de la politique étrangère atlantiste de la France.

La recomposition de la gauche passera obligatoirement par là où la décomposition continuera. □

"Rassembler à Gauche" a de plus en plus de lecteurs; sa diffusion augmente régulièrement, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants.

Aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'assurer l'envoi régulier de "Rassembler à Gauche" à ceux qui, nous pensons simplement par oubli, n'ont pas réglé leur abonnement. Nous savons que vous êtes tous sollicités pour de multiples activités militantes, néanmoins, si tu approuves notre démarche de rassemblement à gauche, si tu apprécies ce que nous avons entrepris avec la parution régulière de notre journal, tu ne manqueras pas de régler rapidement ton abonnement de 50 Fr (soutien 100 Fr).

La rédaction de "Rassembler à Gauche" compte sur toi et t'adresse, cher ami, son amical salut.

DU BEAU MONDE...

L'Essonne confie les travaux de ses collègues à deux proches du RPR déjà mis en examen... Xavier Dugoin a confié un marché de 15 millions de francs à deux personnes proches du RPR. L'une des deux est mise en examen par le juge Halphen pour "abus de biens sociaux" dans le cadre des fausses factures remises à J.C. Mery, collecteur de fonds du RPR, l'autre également mis en examen pour contrefaçon dans le cadre du projet de rénovation du collège Guettard d'Etampes.

Robert Hue, par raison

Anicet Le Pors (ancien ministre):

« ...

Etait-il impossible, dans les limites et les contraintes qu'impose une situation aussi délétère, de donner une modeste réponse d'espoir à tant de désarroi sous la forme d'une candidature unique de rassemblement à gauche? Avec ceux qui avaient développé dans la campagne des élections européennes des thèmes de l'Autre Politique, je l'ai pensé et proposé un moment, en conférant surtout à cette proposition, je dois l'avouer, une valeur essentiellement pédagogique. Il reste qu'une telle candidature aurait pu permettre d'esquisser le projet d'une « nouvelle donne » à gauche, en réplique à la « nouvelle restauration » qui se profile à droite. C'était, à l'évidence, prématuré.

C'est pourquoi, les choses étant ce qu'elles sont, au stade où nous en sommes, je voterai Robert Hue, non en considération de l'organisation dont il est le dirigeant, mais pour trois raisons :

1- Ancrage à gauche

Les communistes sont sur la trajectoire historique d'une tradition française de transformation sociale radicale.

...

C'est le moyen politique le plus immédiatement disponible pour exprimer de manière significative la volonté d'un ancrage à gauche.

...

2- L'Europe. Les valeurs républicaines.

Il ne faut pas biaiser avec l'Europe libérale de Maastricht; les critères de convergences, la monnaie unique, le fédéralisme, la logique des minorités nationales : je suis contre. Ni avec les valeurs républicaines; le droit au travail, le service public, la laïcité, le modèle français d'intégration fondé sur le principe d'égalité et le droit du sol, le statut d'intégrité du corps humain : je suis pour.

...

3- Les institutions.

Quand bien même s'agirait-il d'une position politique encore largement à contre courant de l'opinion publique dominante, il faut dire que les institutions en vigueur consacrent un abaissement de la souveraineté populaire.

...

Tout cela le candidat communiste le dit. Moi aussi. »

Extraits d'un article paru dans Le Monde du 10/03/95.